



UNIVERSITÄTS-  
BIBLIOTHEK  
HEIDELBERG

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56682

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

dégénéra en insurrection communiste. Satisfaits d'être au pouvoir en Prusse dans un gouvernement de coalition, la social-démocratie choisit de lutter contre le fascisme par la voie légale et récusait toute voie extra-étatique: si elle accepta la création de sections de sécurité, ce fut plus pour retenir des adhérents qui auraient pu renforcer les centurions ouvrières communistes que pour participer à une guerre civile qu'elle craignait par-dessus tout et qui menait à une révolution communiste ou plus sûrement à une dictature réactionnaire.

Le drame de la social-démocratie est que cette contre-stratégie légale ne fut pas toujours conséquente et qu'elle fut même employée à contretemps. Ne voulant pas rompre avec son opposition interne de gauche qui soutenait les gouvernements socialo-communistes de Saxe et de Thuringe, la social-démocratie ne se décida (trop tardivement) qu'en août 1923 pour une grande coalition au moment où empiraient troubles et grèves et où se renforçait déjà le fascisme. Mais la grande coalition n'accomplit pas suffisamment sa tâche antifasciste. Lorsque le cabinet Stresemann décréta en octobre 1923 l'exécution du Reich contre les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe et non contre les droites en Bavière, la stratégie étatique avait fait banqueroute et la social-démocratie se retira de la grande coalition. Conséquence logique et nécessaire estime M. Ruck. En effet, contrairement à H. A. Winckler qui attribue – pour le regretter – ce retrait à des raisons de pure tactique partisane à courte vue, M. Ruck constate que le destin de la République ne dépendait plus alors de la présence au gouvernement de la social-démocratie et que le maintien de la participation de la gauche démocratique à un système bloqué aurait repoussé les masses ouvrières vers les communistes. Par raison d'Etat et non par raison de parti, il fallait donc sauvegarder un mouvement ouvrier social-démocrate, facteur de l'ordre démocratique.

Il reste que tant sur le plan étatique que sur le plan extra-légal, le mouvement ouvrier n'était plus en mesure de s'opposer avec succès au fascisme. Il n'avait plus qu'à espérer que la menace nazie se brise sur les contradictions internes des extrêmes-droites. Cela eut lieu les 8/9 novembre 1923, mais non dix ans plus tard, car plus que la gauche, Hitler avait tiré les leçons de ces années 1920.

Le travail de M. Ruck nous rend ainsi plus compréhensible la catastrophe de 1933, même si celle-ci n'était évidemment pas fatale.

Jean-Marie FLONNEAU, Orléans

Rainer ZITELMANN, *Hitler. Selbstverständnis eines Revolutionärs*, Hamburg, New York (Berg) 1987, 485 p.

L'idéologie hitlérienne a fait l'objet de plusieurs travaux, au premier rang desquels figure l'étude de Eberhard Jäckel (*Hitlers Weltanschauung*, Tübingen, 1969). La thèse de R. Zitelmann apporte une contribution notable à la connaissance d'un sujet que les chercheurs avaient jusqu'ici abordé avant tout sous l'angle de la politique extérieure et de la politique raciale. Zitelmann a choisi, en effet, de se concentrer sur la politique intérieure, sur la conception qu'avait Hitler de son entreprise, sur ses vues en matière sociale et économique. Sa démarche consiste à scruter ce qui nous est parvenu des écrits et des propos du dictateur allemand et à accumuler les citations pour étayer chaque affirmation. Il en résulte une certaine lourdeur, qui est la rançon d'une démonstration rigoureuse.

Certains historiens qualifient volontiers Hitler de révolutionnaire. Ainsi que le montre Zitelmann, Hitler lui-même se considérait comme tel. Loin d'être un réactionnaire ou un restaurateur, il visait un changement complet de l'ordre des choses, louait même les socialistes d'avoir renversé une monarchie qui n'avait pas su se montrer à la hauteur de la situation. Méprisant la bourgeoisie pour son égoïsme et sa veulerie, il entendait intégrer la classe ouvrière au sein d'une communauté populaire qui assurerait l'ascension des meilleurs; la société inégalitaire de ses vœux devait avoir pour corollaire une mobilité sociale accrue. En matière

économique, ses vues et ses connaissances ne manquaient ni de sérieux ni d'ampleur. L'intervention étatique ne lui faisait pas peur; il la jugeait au contraire nécessaire pour pallier les insuffisances de l'économie privée. Son objectif, enfin, n'était pas la «réagrarisation» de l'Allemagne, mais un rééquilibrage de l'agriculture par rapport à l'industrie grâce à la mise en valeur des espaces qu'il entendait conquérir à l'Est. Comme le montre son admiration pour la technique et le gigantisme américains, il avait une attitude plus ouverte et plus favorable au monde moderne qu'on ne le dit communément.

L'étude de Zitelmann reconstitue de façon convaincante la dimension intérieure de l'idéologie hitlérienne; elle montre, d'une manière qui emporte tout autant l'adhésion, la cohérence de cette idéologie et l'importance que Hitler lui donnait. En tout cela, elle complète admirablement l'ouvrage de Jäckel. D'un autre côté, certaines des qualifications et des conclusions de l'auteur laissent sceptique. Signalons d'abord deux affirmations incidentes, tirées de l'argumentaire des historiens fonctionnalistes et qui attendent encore une démonstration. Selon Zitelmann, ce serait l'aspect modernisateur et la prétention révolutionnaire de Hitler qui auraient attiré les Allemands et valu leur adhésion au régime nazi (p. 2). Par ailleurs, si Hitler avait bien un programme idéologique cohérent et consistant, il aurait eu de la peine à le traduire en actes; doctrinaire dans les idées, il aurait été faible dans l'action (p. 462).

Plus au fond, en qualifiant Hitler d'homme politique «moderne» et «modernisateur», l'auteur pousse le pendule trop loin. Si l'acceptation du développement industriel, de la technique et de la mobilité sociale suffit à définir la modernité, dans ce cas Hitler était moderne. Mais si la modernité, c'est aussi et surtout l'émancipation de l'individu des entraves de la tradition et de la collectivité afin d'assurer l'épanouissement de sa personnalité, alors on est loin du compte. Hitler était favorable, il est vrai, à la dissolution des liens traditionnels qui attachaient l'individu à sa famille, aux Eglises, aux régions; mais c'était pour réintégrer aussitôt cet individu dans un carcan encore plus fort et contraignant que tout ce qui avait existé auparavant. De la même façon, il est abusif de qualifier Hitler de «rationnaliste» pour la raison qu'il ne voulait pas transformer son parti en nouvelle Eglise (p. 342). Le rationalisme entretient un lien indissoluble avec la libre critique exercée par l'individu, ce qui est tout à l'opposé de l'anti-intellectualisme de Hitler, de son exaltation de l'énergie et de son éloge du fanatisme. Dans la mesure où il est utile de se prononcer sur cette question de la modernité, il faudrait plutôt dire, à mon sens, que Hitler était prêt à faire usage de certains instruments modernes pour atteindre des objectifs et un type de société qui s'inscrivaient en contradiction totale avec les fondements moraux et intellectuels de la modernité.

Au bout du compte, la concentration exclusive de l'étude sur les aspects intérieurs de l'idéologie hitlérienne se paie d'un certain déséquilibre dans l'évaluation. Sans doute, comme le souligne Zitelmann, Hitler accordait-il à ses conceptions de politique intérieure une valeur en soi. Mais cette valeur était-elle aussi importante que celle qu'il attribuait à l'expansionnisme et au racisme? L'aménagement de la société allemande n'avait-il pas avant tout pour fonction de servir la puissance nationale? Si l'auteur avait tenté, au terme de sa précieuse recherche, d'intégrer dans une évaluation globale les différents aspects de l'idéologie hitlérienne, s'il avait cherché à pondérer et à hiérarchiser les composantes de cette idéologie, il aurait probablement été amené à donner une réponse plus balancée et moins unilatérale dans le sens du «modernisme».

Philippe BURRIN, Genève

Manfred FUNKE, *Starker oder schwacher Diktator? Hitlers Herrschaft und die Deutschen*. Ein Essay, Düsseldorf (Droste) 1989, 236 p.

L'auteur veut ramener le débat des historiens dans les régions plus calmes de la réflexion scientifique, bref le dépassionner. Et de fait son argumentation saute en quelque sorte par-dessus la trop fameuse querelle de 1986-87 pour renouer le fil des discussions des années